
Table des matières

Préface.....	5
Avant-propos.....	9

PREMIÈRE PARTIE

MÉTHODOLOGIE – THÉORIE – ORIENTATION

Titre 1. Juristes et économistes : conditions et perspectives d'une collaboration transdisciplinaire.....	17
§ 1. Rationalité et mission de la science.....	17
§ 2. Différents concepts d'ouverture disciplinaire.....	19
A. L'interdisciplinarité.....	19
B. Transdisciplinarité.....	20
C. L'analyse économique du droit.....	21
§ 3. Le concept de disciplinarité ouverte.....	22
A. Les sciences juridiques comme discipline-carrefour.....	22
B. Intégration de l'économie du droit dans les sciences juridiques.....	23
§ 4. Un exemple de l'efficacité de la théorie économique.....	25
Titre 2. Politique, économie et droit. La codification nationale et sa portée sur les institutions communes.....	27
Chapitre 1. La notion de « constitution économique » : approche historique, théorique et comparative.....	29
§ 1. La notion de constitution économique : une illustration du Sonderweg allemand ?.....	32
A. L'empreinte de l'histoire politique et doctrinale allemande.....	32
1. Weimar : une certaine idée de l'ordre économique ?.....	32
2. Quelle constitution économique pour la reconstruction d'après-guerre ?.....	35
3. Poursuite et réorientation des débats dans les années 1990.....	36

B. L'impulsion constante des discussions doctrinales	36
1. Une impulsion nourrie par le dialogue étroit entre la doctrine et la justice constitutionnelles	37
2. La dimension allemande de la constitution économique européenne	38
§ 2. La constitution économique des États : des constantes franco-allemandes	40
A. La neutralité relative des constitutions	40
1. La simplicité apparente de la question : l'absence de choix constitutionnel déterminé	40
2. Des constitutions « mixtes » : une neutralité nécessairement relative ?	41
B. La neutralité relative des juges constitutionnels	44
§ 3. La constitution économique européenne : reformulations supranationales	46
A. Des débats stimulés par une constitution matérielle mixte : quel modèle économique pour l'Union économique et monétaire ?	46
B. Des débats réorientés, commandant une prudence redoublée	49
C. Conclusion	51
Chapitre 2. Le commencement de l'intégration européenne - Approche historique, théorique et comparative	53
§ 1. Le pôle européen de développement	53
§ 2. L'acier et les intérêts politiques et économiques	54
§ 3. De l'Autorité Internationale de la Ruhr à la fondation de la CECA	56
§ 4. La CECA comme modèle institutionnel	60
§ 5. La CEE de 1957 comme compromis	64
§ 6. La CEE au carrefour de l'économie et la politique	65
§ 7. L'importance du choix des institutions	67
§ 8. Bilan	70
Titre 3. L'influence des théories économiques sur les méthodes d'intégration monétaire	73
Chapitre 1. Entre théories économiques et volonté politique, la constitution monétaire de l'Union en débat	75
§ 1. La constitution de l'UEM comme reflet des thèses ordolibérales ?	80
A. Les conceptions ordolibérales de la politique monétaire : une faible unité conceptuelle	80
1. Une ordre monétaire au service d'un ordre concurrentiel	80

2. Des opinions divergentes sur l'agencement institutionnel du système monétaire	83
B. L'« ordo-compatibilité » des dispositions de l'UEM.....	86
1. Un ordre monétaire européen fondé sur l'existence de règles	87
2. Le primat accordé à la stabilité monétaire et budgétaire ..	88
3. Le principe de responsabilité	89
§ 2. Le choix politique de l'UEM envers les théories économiques de l'intégration monétaire	91
A. Le poids des théories de l'intégration monétaire dans la mise en place de l'UEM.....	91
1. La proximité des thèses ordolibérales avec les théories monétaristes.....	91
2. L'ordolibéralisme à l'épreuve des théories de l'intégration monétaire.....	92
B. Le compromis politique à l'origine de l'UEM.....	95
1. La réinterprétation des critères d'optimalité monétaire en vue des négociations du traité	95
2. Le poids primordial de la volonté politique	98
§ 3. Le droit de l'UEM, finalité en soi ou moyen de réaliser l'Union politique ?	101
A. L'UEM dans le droit primaire : mission ou action de l'Union ?	101
1. Un droit de l'UEM « conscient » de son historicité	101
2. L'UEM comme « sous-système de l'ordre juridique de l'Union »	102
B. L'UEM et la crise de l'euro : quel statut pour la règle de droit ?	104
1. Le volontarisme des institutions européennes à l'épreuve de la constitution économique et monétaire : un débat typiquement allemand.....	104
2. L'intangibilité de la règle de droit à l'épreuve du fonctionnalisme européen : vers une constitution économique et monétaire ouverte ?	107
Chapitre 2. A Legal and Political Economy Mapping of European Economic and Monetary Union	111
§ 1. Introduction	111
§ 2. On the meaning of legal and political economy for the study of EMU: from a functional definition to an analytical approach	112
§ 3. The decoupling of economics from politics and law	114
A. Monetary policy in the euro area.....	114
B. Fiscal policy in the euro area	118

§ 4. The decoupling of law and politics from economics	125
§ 5. Conclusions and outlook.....	128

DEUXIÈME PARTIE

CONSTITUTION ET ÉCONOMIE – UNE CONSTITUTION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

§ 1. Introduction	133
§ 2. Niveau pratique : défis pour une relance du tandem franco-allemand	134
A. Les problèmes structurels en France et le programme économique du nouveau président de la République	134
B. La hausse en Allemagne et la politique monétaire de la BCE	135
§ 3. Niveau théorique : défis théoretico-politiques pour une relance du tandem franco-allemand	136
A. La conception allemande d'une constitution économique.....	136
B. L'extension du concept au niveau européen	138
§ 4. Conséquences pour la recherche	139

TROISIÈME PARTIE

LES DIVERGENCES D'OPINION SUR L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Titre 1. La BCE : une copie de la « Bundesbank » ou un compromis franco-allemand ?	143
Chapitre 1. La Banque de France, la politique monétaire et la <i>Stabilitätsgemeinschaft</i>	145
§ 1. La longue route vers l'indépendance de la banque centrale.....	149
§ 2. La fin du rôle de banquier de l'État induite par l'interdiction du financement monétaire	155
§ 3. Le ralliement à l'objectif de stabilité des prix.....	159
Chapitre 2. The role of central banking in EMU	167
§ 1. Historical lessons prior to EMU	167
§ 2. Deeper Roots of EMU	170
§ 3. Organizational patterns of the Eurosystem	172
§ 4. The monetary policy framework.....	174
A. Rules-oriented monetary policy vs. discretionary monetary policy	174
B. Peculiarities of Monetary Policy	175
C. Legal control of discretion exercised by the ECB.....	177

§ 5. The relationship between budgetary policy and monetary policy	178
A. The prohibition of monetary financing	179
B. New challenges by the PSPP	180
C. Different historical lessons in Germany and other EU countries	182
D. The unwritten assumptions of EMU	183
E. Conclusion	184
Titre 2. La réorganisation du secteur bancaire : quels défis pour la France et l'Allemagne ?	185
Chapitre 1. Banking Regulation in Europe – An Economist's Perspective	187
§ 1. Introduction	187
§ 2. Rationale for Regulating Banks	187
§ 3. Issues in International Regulation	190
§ 4. Conclusions	194
Chapitre 2. L'Union bancaire – progression ou régression pour la stabilité de l'Union financière ?	197
§ 1. Introduction	197
§ 2. Rétrospective : construction et objectifs de l'Union bancaire	200
A. Construction : de la crise financière à la crise des dettes souveraines, de la coordination à l'intégration	200
B. Objectifs : dissocier, stabiliser, intégrer	203
1. découpler les États et les banques et empêcher les effets d'engrenage	203
2. garantir la stabilité financière	204
3. intégrer le marché financier	205
§ 3. Phase de développement : les trois piliers de l'Union bancaire ..	205
A. Mécanisme de surveillance unique	205
B. Mécanisme de résolution unique	210
C. Garantie des dépôts harmonisée	213
§ 4. Perspectives : cinq défis pour l'Union bancaire	216
A. La compétence normative du législateur européen	217
B. Limites géographiques du champ d'application	218
C. Limites matérielles du champ d'application	219
D. Complexité de la répartition des compétences	220
E. Actifs historiques	222
§ 5. Résumé	223